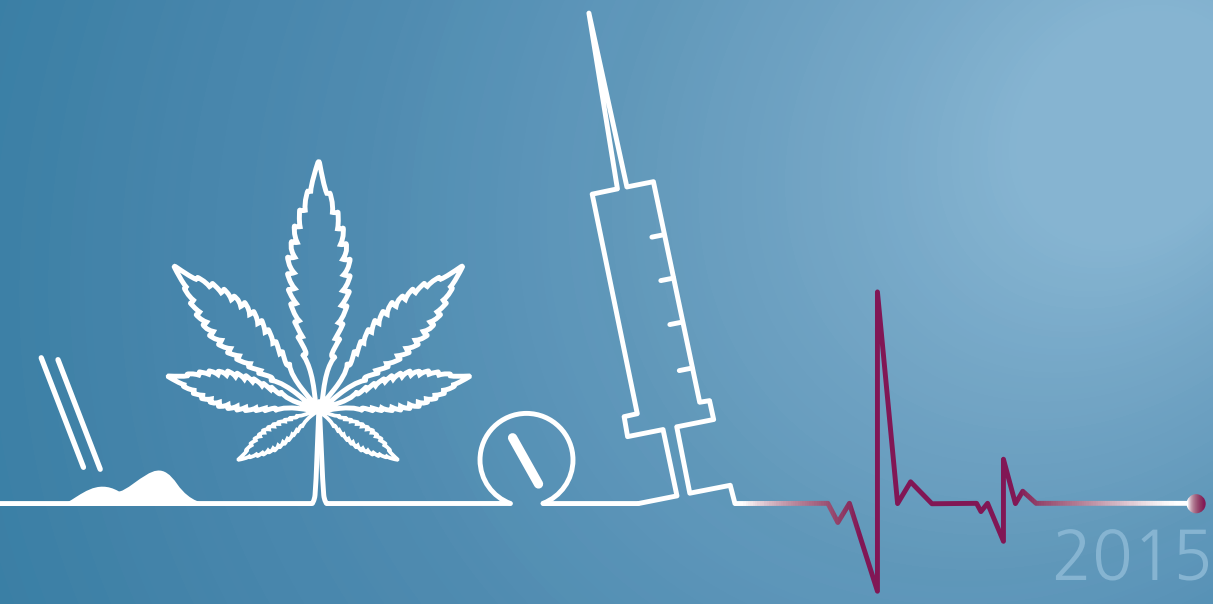
ONUDC
Office des Nations Unies
contre la drogue et le crime



RAPPORT MONDIAL SUR LES DROGUES

2015

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

UNODC Research

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Chaque année, le *Rapport mondial sur les drogues* examine en détail les évolutions les plus récentes intervenues sur les marchés des drogues illicites dans le monde, en mettant l'accent sur la production, le trafic et la consommation des principaux types de drogues illicites et sur leurs conséquences sanitaires. Le chapitre premier du *Rapport mondial sur les drogues 2015* présente une vue d'ensemble de l'offre et de la demande d'opiacés, de cocaïne, de cannabis, de stimulants de type amphétamine et de nouvelles substances psychoactives, ainsi que de leur incidence sur la santé, passe en revue les données scientifiques sur les méthodes de prévention de l'usage de drogues et examine les principes généraux des mesures efficaces de traitement de la toxicomanie. Le chapitre 2 met l'accent sur la façon dont le développement alternatif, dans le cadre plus large du programme de développement, vise à rompre le cercle vicieux des cultures illicites en proposant des moyens de subsistance alternatifs aux agriculteurs.

D'après les données les plus récentes, la situation générale mondiale en matière de production et d'usage de drogues illicites et de leurs conséquences sanitaires a peu évolué. Les conséquences sanitaires de l'usage illicite de drogues restent un sujet de préoccupation mondial, car une large majorité des usagers problématiques de drogues n'ont toujours pas accès à un traitement. De plus, la hausse de la culture mondiale de pavot à opium et de la production d'opium jusqu'à des niveaux records devrait encore avoir des répercussions importantes sur le marché mondial des opiacés. Cela suscite des inquiétudes quant à l'ampleur du défi que présentent les groupes criminels organisés de plus en plus complexes et évolutifs pour les services de détection et de répression.

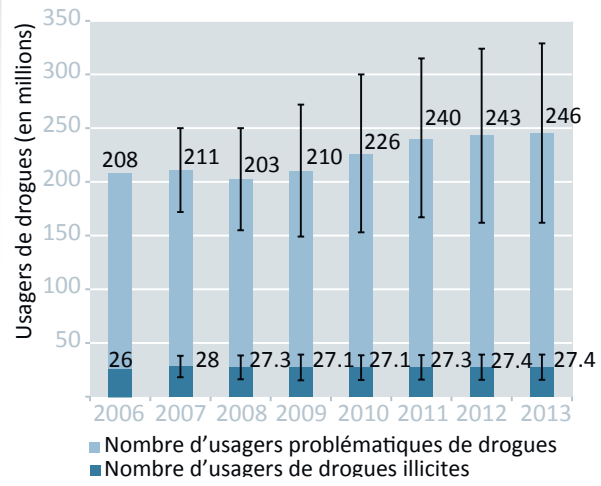
L'usage de drogues et ses conséquences sanitaires

On estime qu'un total de 246 millions de personnes, soit une personne sur 20 entre 15 et 64 ans, a consommé de la drogue illicite en 2013. Cela représente une hausse de 3 millions de personnes par rapport à l'année précédente, mais du fait de l'accroissement de la population mondiale, l'usage de drogues illicites est en fait resté stable.

L'ampleur du problème mondial de la drogue devient plus évidente lorsqu'on tient compte du fait que plus d'un usager de drogues sur 10 est un usager problématique, souffrant de troubles liés à l'usage de drogues ou de toxicomanie. Autrement dit, quelque 27 millions de personnes, soit l'équivalent de la population entière d'un pays de la taille de la Malaisie, sont des usagers problématiques de drogues. Près de la moitié d'entre eux (12,19 millions) s'injectent des drogues, et on estime que 1,65 million d'usagers de drogues par injection vivaient avec le VIH en 2013.

Cela fait porter un lourd fardeau aux systèmes sanitaires publics en termes de prévention, de traitement et de soins pour les troubles liés à l'usage de drogues et leurs conséquences sanitaires. À travers le monde, seul un usager problématique de drogues sur six a accès à un traitement, car la fourniture de ces services dans certains pays est très insuffisante. Le nombre annuel de décès liés à la drogue (estimé à 187 100 en 2013) est resté relativement inchangé. Un nombre inacceptable d'usagers de drogues continuent de perdre la vie prématurément, souvent suite à une surdose, bien que les décès liés aux surdoses soient évitables.

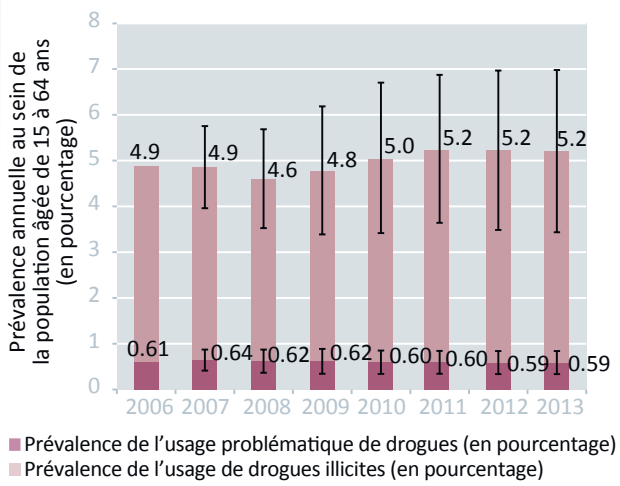
Tendances mondiales du nombre estimé d'usagers de drogues, 2006-2013



Source: ONUDC, réponses au questionnaire destiné au rapport annuel.

Note: Ces estimations concernent les adultes (âgés de 15 à 64 ans) usagers au cours de l'année écoulée.

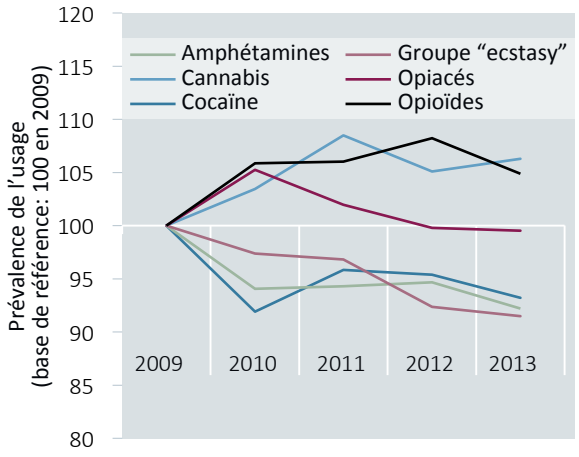
Tendances mondiales de la prévalence estimée de l'usage de drogues, 2006-2013



Source: ONUDC, réponses au questionnaire destiné au rapport annuel.

Note: Pourcentage estimé d'adultes (âgés de 15 à 64 ans) usagers au cours de l'année écoulée.

Tendances mondiales de la prévalence de l'usage de certaines drogues, 2009-2013



Source: ONUDC, réponses au questionnaire destiné au rapport annuel.

Note: Sur la base du pourcentage estimé d'adultes (âgés de 15 à 64 ans) usagers au cours de l'année écoulée.

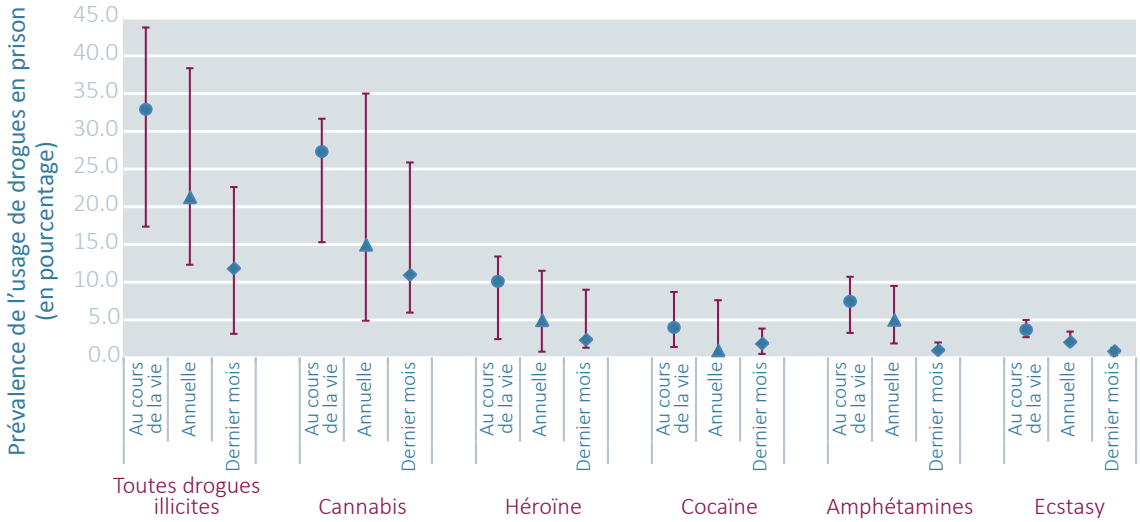
Malgré les variations nationales et régionales des tendances de l'usage de drogues, les données limitées dont on dispose indiquent que l'usage des opiacés (héroïne et opium) est resté stable au niveau mondial. L'usage de cocaïne a connu un déclin généralisé, tandis que l'usage de cannabis et l'usage non médical d'opioïdes pharmaceutiques ont continué d'augmenter, principalement en raison des tendances dans les Amériques et en Europe. Les tendances de l'usage de stimulants de type amphétamine varient d'une région à l'autre, et certaines sous-régions telles que l'Asie du Sud-Est ont signalé une hausse de l'usage de méthamphétamine.

Il semble également que le nombre de personnes ayant besoin d'un traitement pour usage de cannabis augmente dans la plupart des régions. Les données indiquent que de plus en plus d'usagers de drogues souffrent de troubles liés à l'usage du cannabis, et il apparaît de plus en plus clairement que le cannabis devient plus dangereux. Cela se traduit par la large proportion de personnes suivant pour la première fois un traitement pour les troubles liés à l'usage du cannabis en Europe, en Amérique du Nord et en Océanie. D'après les informations limitées dont on dispose, le cannabis est la drogue pour laquelle le plus grand nombre de personnes suit un traitement en Afrique.

Le cannabis est de loin la drogue la plus consommée dans les prisons. Bien que les données sur ce sujet soient limitées, des éléments indiquent qu'un tiers des détenus ont consommé de la drogue au moins une fois pendant leur incarcération. L'usage au cours de la vie et l'usage récent (au cours du dernier mois) d'héroïne dans les prisons sont beaucoup plus élevés que l'usage de cocaïne, d'amphétamines ou d'"ecstasy". La prison est un milieu à haut risque contrôlé, où l'usage de drogues, y compris par injection, a souvent lieu dans des conditions particulièrement dangereuses. Cela peut expliquer pourquoi le milieu carcéral se caractérise par des niveaux élevés de maladies infectieuses, en particulier le VIH, mais aussi l'hépatite C et la tuberculose, et par un accès limité à la prévention et au traitement, ce qui augmente le risque de transmission de virus à diffusion hématogène.

Le nombre de personnes ayant besoin d'un traitement pour l'usage de stimulants de type amphétamine augmente également dans le monde. Cela s'explique probablement par le grand nombre total d'usagers, car la prévalence de l'usage de stimulants de type amphétamine est relativement élevée en

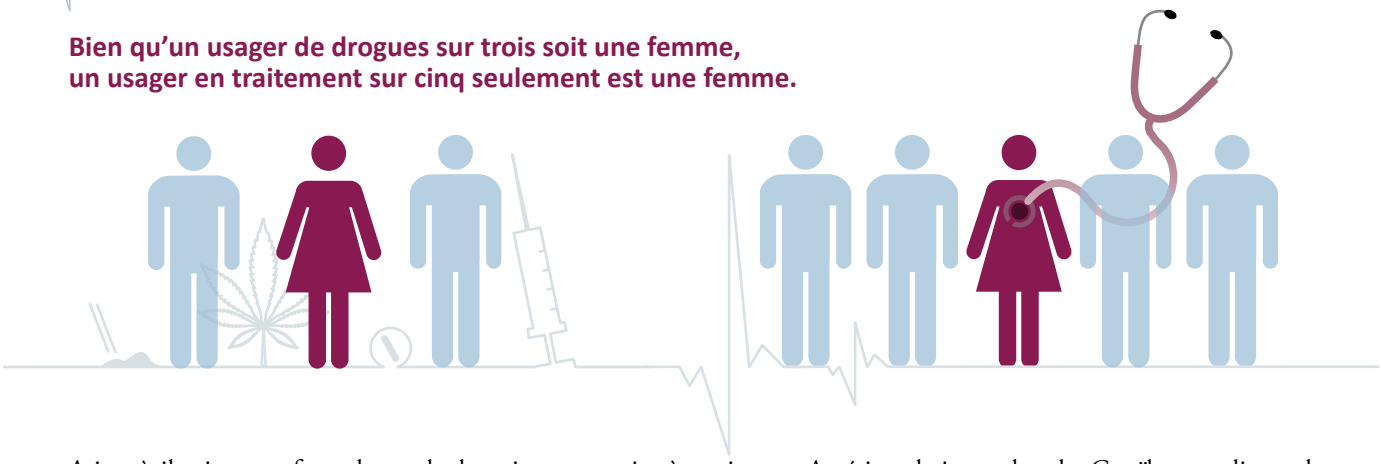
Prévalence au cours de la vie, prévalence annuelle et prévalence au cours du dernier mois de l'usage de drogues en prison (sur la base de 62 études menées dans 43 pays entre 2000 et 2013)



Source: ONUDC, réponses au questionnaire destiné au rapport annuel et C. Carpentier, L. Rovuela et L. Montanari "The global epidemiology of drug use in prison" (2015).

Note: Les symboles représentent la prévalence médiane, les lignes verticales correspondent à l'intervalle interquartile. Les données sur l'usage au cours de la vie, annuel et au cours du dernier mois ne sont pas cohérentes d'une étude à l'autre (ce qui explique pourquoi la prévalence annuelle de l'usage de cocaïne a une valeur médiane inférieure à celle de l'usage au cours du dernier mois).

Bien qu'un usager de drogues sur trois soit une femme, un usager en traitement sur cinq seulement est une femme.



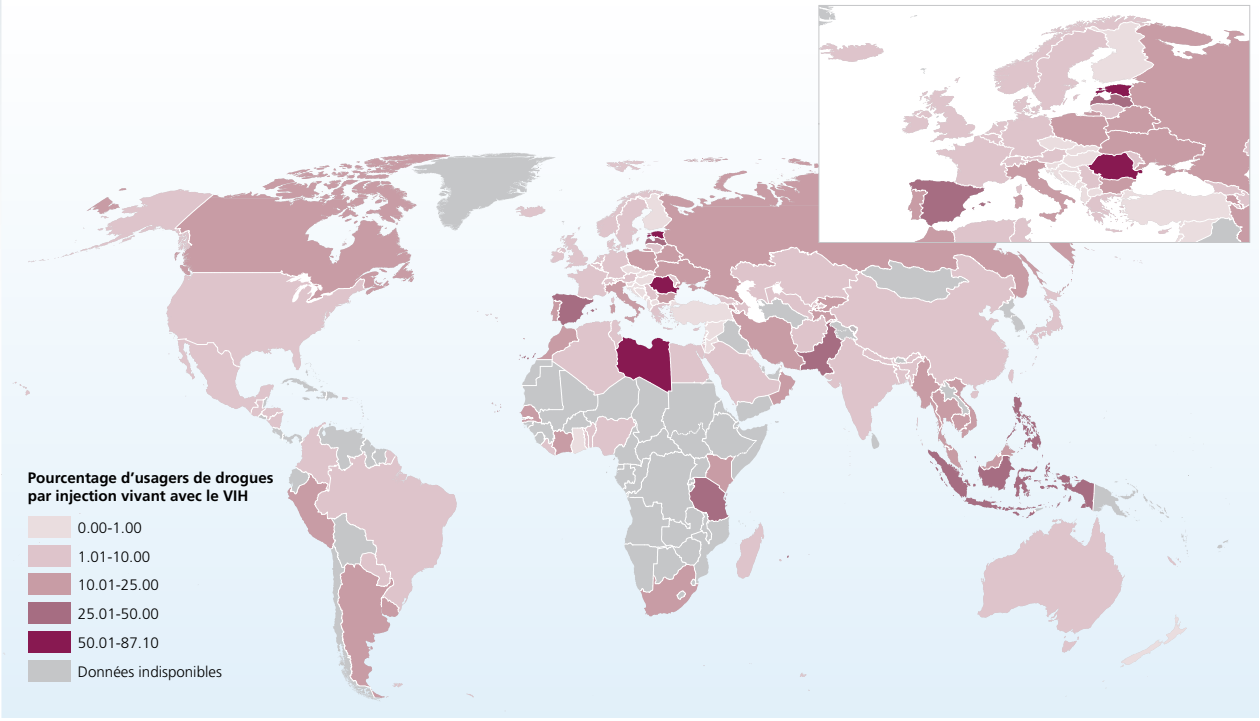
Asie, où il existe une forte demande de traitement mais où les capacités de traitement ne sont pas au même niveau de sophistication pour les troubles liés à l'usage de stimulants de type amphétamine que pour ceux liés aux opiacés.

Les nouvelles substances psychoactives sont vendues en remplacement de drogues placées sous contrôle international, et sont censées produire des effets semblables à ceux de leurs équivalents "traditionnels". Elles peuvent poser de sérieux risques pour la santé et la sécurité publiques. Les informations et la recherche sur les dommages potentiels des nouvelles substances psychoactives sont limitées, mais la prolifération des 500 substances estimées (dont la méphédrone) représente une menace pour la santé des usagers et a accru la demande de traitement de la toxicomanie.

La cocaïne reste la drogue qui soulève le plus de préoccupations en Amérique latine et dans les Caraïbes, tandis que les opiacés demeurent les drogues dont l'usage pose le plus de problèmes dans le monde. Cela peut être attribué au lien qui existe entre l'usage d'opiacés et l'usage de drogues par injection, le VIH, le sida et les décès par surdose, et au fait que l'usage d'opiacés est à l'origine de la majorité des admissions en traitement pour toxicomanie en Asie et en Europe.

La perception qu'a le public de la réadaptation des personnes toxicodépendantes a tendance à simplifier excessivement l'ampleur de cette dépendance. Il n'existe pas de remède simple et rapide à la toxicomanie. Il s'agit d'une maladie chronique, et comme c'est le cas pour d'autres maladies chroniques, les personnes qui en souffrent restent vulnérables toute leur vie et ont besoin d'un traitement continu et à long terme. De plus en plus de recherches montrent que de nom-

Prévalence du VIH parmi les utilisateurs de drogues injectables, 2013 ou dernière année disponible



Note: Les frontières et noms indiqués et les appellations employées sur la carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielles de la part de l'Organisation des Nations Unies. Les tirets représentent les frontières non déterminées. La ligne en pointillé représente approximativement la Ligne de contrôle au Jammu et Cachemire convenue par l'Inde et le Pakistan. Le statut définitif du Jammu-et-Cachemire n'a pas encore été arrêté par les parties. La frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud n'a pas encore été définitivement arrêtée. La souveraineté sur les îles Falkland (Malvinas) fait l'objet d'un différend entre le Gouvernement de l'Argentine et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

breuses interventions visant à éviter l'initiation aux drogues (ou la transmission potentielle de troubles liés à l'usage de drogues) peuvent être efficaces si elles tiennent compte des vulnérabilités personnelles des enfants et des jeunes et de leur environnement, facteurs qui sont en grande partie indépendants de la volonté de la personne.

Un certain nombre d'obstacles sociaux et culturels continuent à l'évidence d'entraver l'accès des femmes à un traitement pour toxicomanie: dans le monde, seul un usager de drogues suivant un traitement sur cinq est une femme, bien que les femmes représentent un tiers des toxicomanes. Un vaste ensemble de données a montré que les facteurs sociaux et biologiques relatifs à l'initiation à la consommation de substances, à l'usage continu de substances et au développement de troubles liés à la toxicomanie variaient considérablement entre les hommes et les femmes. Il est trois fois plus probable pour les hommes que pour les femmes de consommer du cannabis, de la cocaïne et des amphétamines, alors que les femmes ont plus de risques que les hommes de faire un usage impropre d'opioïdes délivrés sur ordonnance et de tranquillisants. Comme la probabilité que l'initiation à l'usage impropre de ces substances mène à un usage régulier ou courant est relativement élevée par comparaison avec d'autres drogues, cette question reste particulièrement préoccupante pour les femmes. Les données disponibles sur la prévalence du VIH parmi les usagers de drogues injectables montrent que dans de nombreux pays, les femmes qui s'injectent des drogues sont plus exposées à l'infection par le VIH que les hommes, et que la prévalence du VIH est plus élevée parmi elles que chez les hommes.

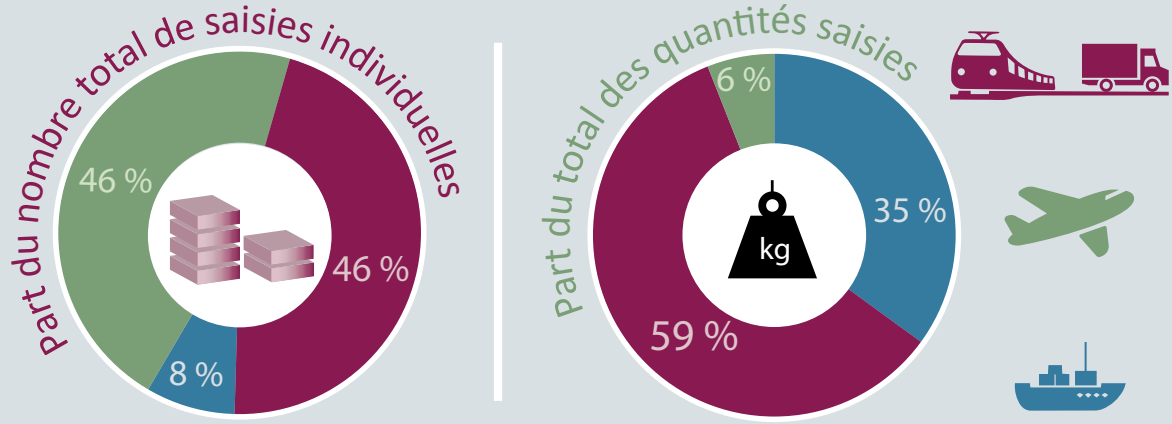
Des progrès ont été accomplis vers la réalisation de l'objectif, fixé dans la Déclaration politique de 2011 sur le VIH et le sida, de réduire de 50 % de cette date à 2015 le taux de transmission du VIH parmi les utilisateurs de drogues injectables[1]. Bien que le nombre de nouveaux cas de VIH diagnostiqués parmi les utilisateurs de drogues injectables ait baissé d'environ 10 %, passant de 110 000 cas estimés en 2010 à 98 000 en 2013, il est peu probable que cet objectif soit atteint.

La transmission de maladies infectieuses telles que le VIH et l'hépatite C et les occurrences de surdoses ne sont que quelques-uns des facteurs de risque responsables du fait que le taux de mortalité parmi les usagers de drogues injectables est près de 15 fois plus élevé qu'il ne devrait l'être parmi les personnes d'âge comparable et du même sexe dans la population générale.

Toutes les surdoses de drogues ne sont pas mortelles: différentes études ont estimé que sur 20 à 25 cas de surdose, un seul était mortel. Les surdoses non mortelles sont rarement signalées mais fréquentes parmi les toxicomanes; toutefois, le risque cumulé de décès augmente avec chaque nouvelle surdose.

OFFRE ET MARCHÉS DE DROGUES

La production de résine de cannabis demeure limitée à quelques pays d'Afrique du Nord, du Moyen-Orient et d'Asie du Sud-Ouest, alors que l'herbe de cannabis est produite dans la plupart des pays du monde. L'Amérique du Sud continue



Le trafic maritime est le moyen de transport le moins employé par les trafiquants de drogues. Mais comme les saisies maritimes sont de loin les plus importantes en termes de poids moyen et représentent des quantités disproportionnées de drogues saisies, c'est l'interception d'envois maritimes qui a potentiellement le plus grand impact.

1 Déclaration politique sur le VIH et le sida: intensifier nos efforts pour éliminer le VIH et le sida (résolution 65/277 de l'Assemblée générale, annexe).

de représenter presque toute la production mondiale de cocaïer, et l'Asie du Sud-Ouest (Afghanistan) et l'Asie du Sud-Est (principalement la République démocratique populaire lao et le Myanmar) assurent toujours la grande majorité de la culture illicite de pavot à opium. Bien que la fabrication de stimulants de type amphétamine soit difficile à évaluer, elle est signalée dans toutes les régions.

La situation a sans doute peu évolué dans les régions où la culture et la fabrication illicites de drogues sont pratiquées, mais les marchés de drogues illicites et les itinéraires empruntés par le trafic continuent de changer constamment. Le "Web caché", marché en ligne anonyme utilisé pour la vente illégale d'une large gamme de produits, dont les drogues, est un exemple particulièrement significatif de l'évolution constante de la situation, et a des implications sérieuses pour la détection et la répression, comme pour le trafic de drogues.

Un exemple plus classique de cet aspect dynamique est l'évolution constante des itinéraires empruntés pour le trafic d'opiacés et le fait que l'héroïne afghane atteint peut-être de nouveaux marchés. L'importance croissante de l'Afrique en tant que zone de transit pour l'héroïne afghane à destination de l'Europe et d'autres régions a eu pour conséquence une hausse des saisies d'héroïne signalées au cours des dernières années dans certains pays africains, notamment en Afrique de l'Est. Les saisies récentes semblent également indiquer qu'il est devenu fréquent de transporter clandestinement de grandes quantités d'héroïne afghane à travers l'océan Indien vers l'Afrique de l'Est et australe. De plus, l'Afrique continue de servir de zone de transbordement pour le trafic de la cocaïne à travers l'Atlantique vers l'Europe, et l'Europe orientale prend de l'importance comme zone de transit et comme destination. Les quantités introduites sont faibles, mais pourraient indiquer que le marché de la cocaïne se déplace vers l'est.

L'Afrique de l'Ouest semble être devenue une source établie de la méthamphétamine introduite clandestinement en Asie de l'Est et du Sud-Est via l'Afrique australe ou l'Europe, suivant de nouveaux itinéraires qui joignent des marchés régionaux auparavant sans rapport. Le marché établi de la méthamphétamine en Asie de l'Est et du Sud-Est continue de grandir, mais il semble que l'usage de cette substance augmente également dans certaines régions d'Amérique du Nord et d'Europe.

Comme les opiacés originaires du Myanmar pourraient ne pas suffire à répondre à la demande en Asie du Sud-Est, il se pourrait que la route dite "du sud" gagne en importance en tant qu'itinéraire du trafic de l'héroïne afghane vers le sud par le Pakistan ou la République islamique d'Iran. Les réseaux de trafic qui utilisent la route des Balkans pour introduire clandestinement de l'héroïne afghane en Europe pourraient essayer un nouvel itinéraire passant par le Caucase, et il existe des indices du trafic d'héroïne à partir de l'Iraq plutôt que de la République islamique d'Iran.

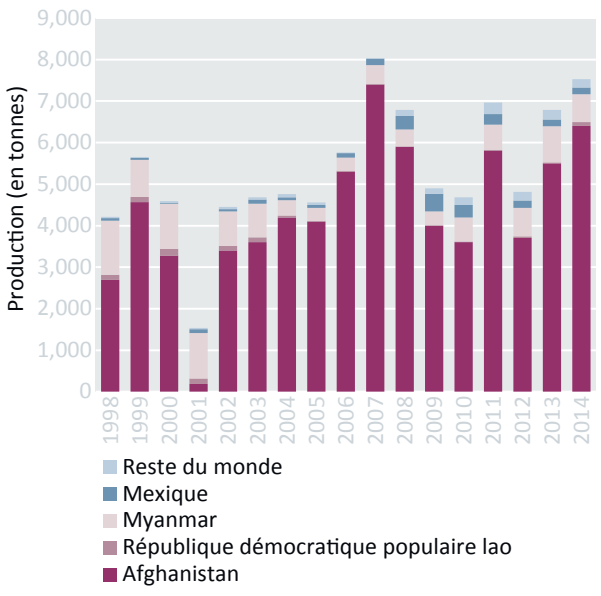
Non seulement les itinéraires du trafic de drogues changent, mais on observe également une diversification des groupes criminels organisés, qui limitaient leurs activités de trafic à un seul type de drogue par le passé. Par exemple, des groupes qui se consacraient auparavant au trafic d'héroïne semblent s'adonner de plus en plus au trafic de résine de cannabis et de méthamphétamine.

Dans une certaine mesure, on observe également une modification de l'utilisation des itinéraires de trafic eux-mêmes. Il est de plus en plus apparent que les itinéraires habituellement utilisés pour le trafic d'un certain type de drogue sont maintenant empruntés par d'autres types de substances. Il semble y avoir une évolution dans les pays signalés comme carrefours de transit pour certaines drogues, par exemple des pays africains utilisés comme zones de transit pour l'héroïne et la cocaïne, mais certains pays d'Afrique sont aussi de plus en plus utilisés comme zones de transit pour d'autres types de drogues.

Opiacés

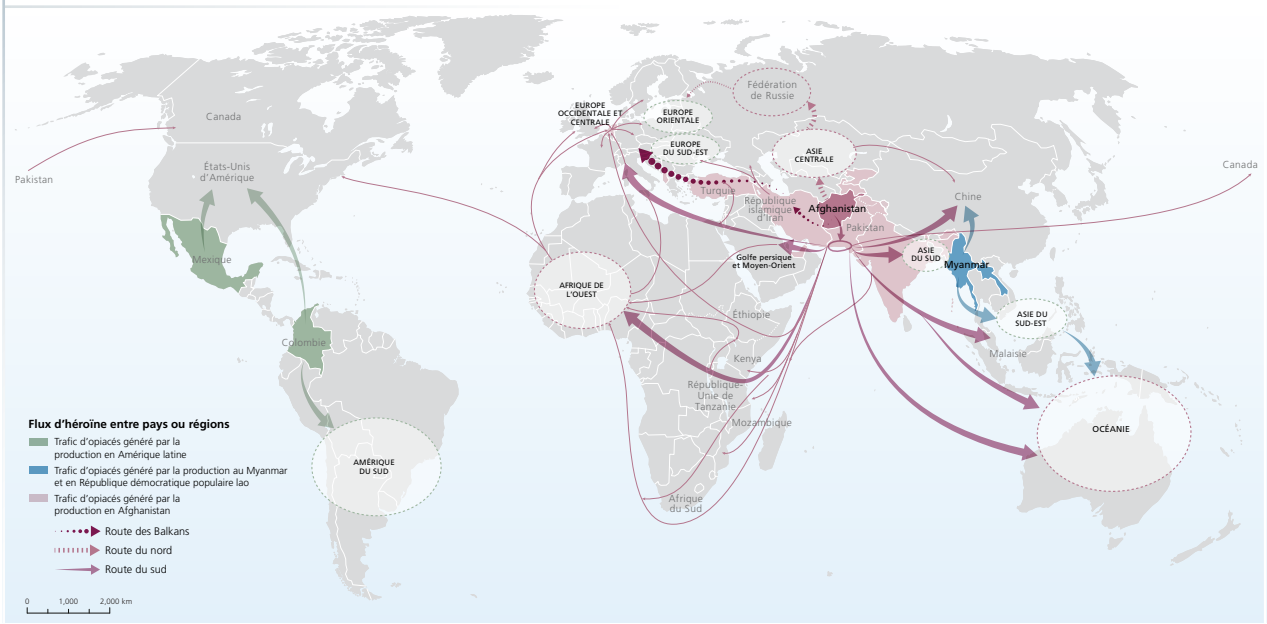
D'après les informations limitées dont on dispose, la prévalence mondiale de l'usage d'opioïdes (0,7 % de la population adulte mondiale, soit 32,4 millions d'usagers) et de l'usage d'opiacés (0,4 % de la population, soit 16,5 millions d'usagers) est restée stable, tandis que la culture mondiale de pavot à opium a atteint en 2014 son niveau le plus élevé depuis la fin des années 1930. Cela est principalement dû au fait que la culture de pavot à opium a atteint des niveaux records dans le principal pays où elle est pratiquée, à savoir l'Afghanistan, où la production potentielle d'opium a également continué d'augmenter. La production mondiale d'opium s'est chiffrée à 7 554 tonnes en 2014, le deuxième niveau le plus élevé en 30 ans, bien que les saisies mondiales d'opium, d'héroïne et de morphine illicite aient reculé de 6,4 % entre 2012 et 2013.

Production mondiale potentielle d'opium, 1998-2014



Source: 1997-2002: ONUDC; depuis 2003: Système national de surveillance des cultures illicites appuyé par l'ONUDC.

Principaux flux du trafic mondial d'opiacés



Sources: ONUDC, réponses au questionnaire destiné au rapport annuel et base de données sur les saisies de drogues.

Notes: Les frontières indiquées sur la carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielles de la part de l'Organisation des Nations Unies. Les tirets représentent les frontières non déterminées. La ligne en pointillé représente approximativement la Ligne de contrôle au Jammu-et-Cachemire convenue par l'Inde et le Pakistan. Le statut définitif du Jammu-et-Cachemire n'a pas encore été arrêté par les parties. La frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud n'a pas encore été définitivement arrêtée.

Les itinéraires de trafic représentés sur la carte devraient être considérés comme une indication générale, basée sur des analyses de données, plutôt que comme les véritables itinéraires. Ces analyses s'appuient sur les données relatives aux saisies de drogues officielles effectuées le long des itinéraires de trafic ainsi que sur les rapports officiels de pays et les réponses aux questionnaires destinés au rapport annuel. Les flux s'écartent parfois vers d'autres pays situés le long des itinéraires, et de nombreux flux secondaires peuvent ne pas être représentés.

La hausse de la production estimée d'opium et d'héroïne ne s'est pas encore traduite par une hausse de l'offre d'héroïne dans la plupart des régions. On ne connaît pas bien la destination des quantités supplémentaires d'héroïne, mais on observe dans certains pays une hausse de la disponibilité d'héroïne et d'indicateurs liés à l'héroïne, comme la mortalité et les urgences médicales.

La prévalence de l'usage d'opioïdes reste élevée en Amérique du Nord (3,8 %) par rapport à la moyenne mondiale. Aux États-Unis d'Amérique, on observe un déplacement partiel de l'usage d'opioïdes vers l'usage d'héroïne, pour partie dû à la formulation modifiée de l'OxyContin, un des principaux opioïdes de prescription faisant l'objet d'un usage impropre, ainsi qu'une hausse de la disponibilité d'héroïne et une baisse de son prix dans certaines régions du pays. Avec l'augmentation considérable du nombre de décès liés à l'héroïne (de 5 925 en 2012 à 8 257 en 2013), qui a atteint son niveau le plus élevé en 10 ans, le nombre total de décès liés aux drogues continue d'augmenter aux États-Unis.

On observe des indices de changement dans l'offre d'héroïne dans différentes régions. En Amérique du Nord, alors que 90 % de l'héroïne en circulation au Canada provient d'Afghanistan, les États-Unis continuent d'être approvisionnés en héroïne fabriquée en Amérique centrale et du Sud. Toutefois, l'analyse des saisies montre que, même si l'héroïne afghane représente actuellement une part relativement faible de l'héroïne saisie aux États-Unis, cette situation pourrait évoluer. En Océanie, le marché australien a connu des fluctuations entre l'offre d'héroïne afghane et d'héroïne provenant de la République démocratique populaire lao et du Myanmar, mais il semble que cette dernière était la plus répandue en 2013. Cela accentue le fait que la portée des réseaux criminels organisés reste mondiale et que les groupes criminels organisés sont de plus en plus complexes et évolutifs.

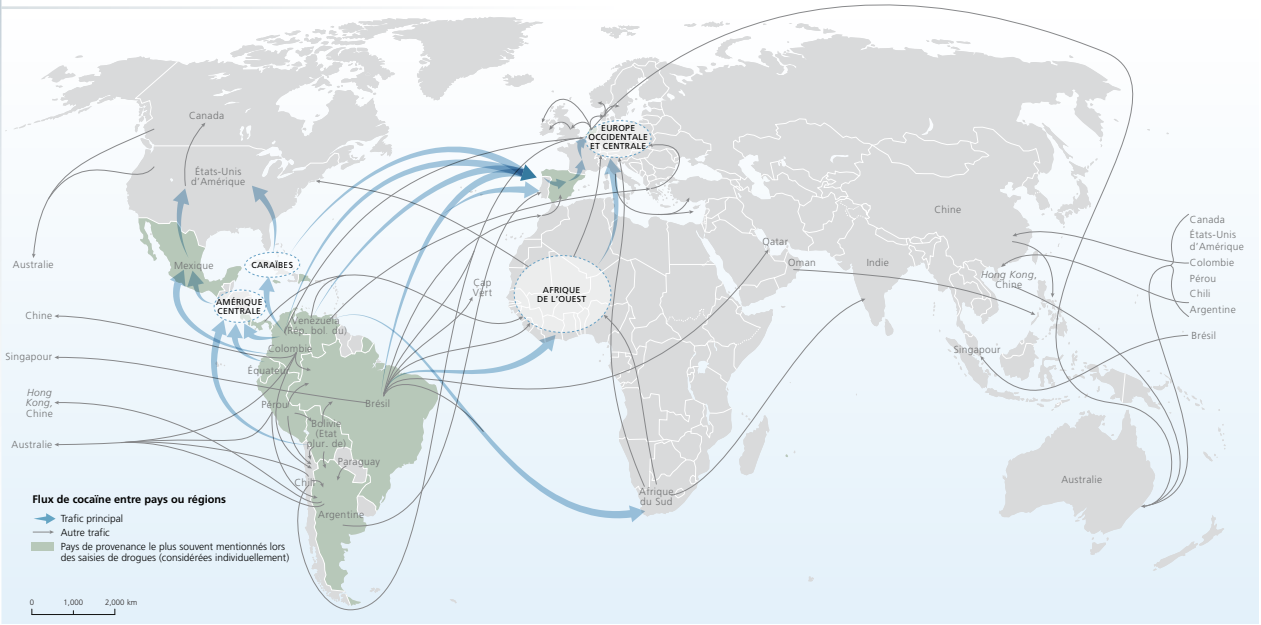
En Europe, le marché de l'héroïne connaît également des variations, mais au niveau sous-régional. On observe une tendance stable ou baissière de l'usage d'héroïne en Europe occidentale et centrale, tandis que les saisies de cette substance ont récemment augmenté en Europe orientale et du Sud-Est, où l'absence de nouvelles données empêche d'évaluer les tendances récentes en matière de prévalence de l'usage de drogues.

En l'absence de données fiables récentes sur l'ampleur de l'usage d'opioïdes dans la plupart des régions d'Asie, il est difficile de définir une tendance, mais on estime généralement que l'usage d'opioïdes est stable. L'Asie demeure le plus grand marché mondial d'opiacés: on estime qu'il représente deux tiers de tous les usagers d'opiacés, et le nombre total d'usagers d'héroïne recensés en Chine augmente. Les données sur l'Afrique restent limitées, mais il est probable que l'utilisation croissante de cette région comme zone de transit pour l'héroïne afghane à destination des marchés d'autres régions a eu un impact sur la consommation d'opiacés en Afrique.

Cocaïne

Non seulement la culture du cocaïer a continué de baisser en 2013, pour atteindre le niveau le plus bas depuis 1990, première année pour laquelle des estimations étaient disponibles,

Principaux flux du trafic mondial de cocaïne

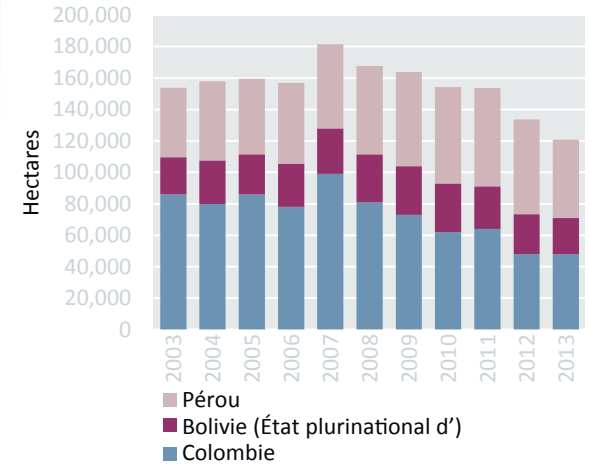


Source: ONUDC, réponses au questionnaire destiné au rapport annuel et base de données sur les opérations de saisie de drogues (considérées individuellement).

Notes: Les itinéraires de trafic représentés sur la carte devraient être considérés comme une indication générale, basée sur des analyses de données, plutôt que comme les véritables itinéraires. Ces analyses s'appuient sur les données relatives aux saisies de drogues officielles effectuées le long des itinéraires de trafic ainsi que sur les rapports officiels de pays et les réponses au questionnaire destiné au rapport annuel. Les flux s'écartent parfois vers d'autres pays le long des itinéraires et de nombreux flux secondaires peuvent ne pas être représentés.

Les frontières indiquées sur la carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielles de la part de l'Organisation des Nations Unies. Les tirets représentent les frontières non déterminées. La ligne en pointillé représente approximativement la Ligne de contrôle au Jammu et Cachemire convenue par l'Inde et le Pakistan. Le statut définitif du Jammu-et-Cachemire n'a pas encore été arrêté par les parties. La frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud n'a pas encore été définitivement arrêtée.

Culture du cocaïer, 2003-2013



Source: ONUDC, réponses au questionnaire destiné au rapport annuel et autres sources officielles.

mais la prévalence annuelle de l'usage de cocaïne (0,4 % de la population adulte) a aussi continué de baisser en Europe occidentale et centrale et en Amérique du Nord. C'est dans ces sous-régions qui, avec l'Amérique du Sud, ont les plus grands marchés de cocaïne au monde que la prévalence de l'usage de cocaïne est la plus élevée. Les mesures de réduction de l'offre peuvent avoir contribué à la baisse de la culture de cocaïer dans les pays producteurs, entraînant une moindre disponibilité de cocaïne et la diminution de certains des principaux marchés de la cocaïne.

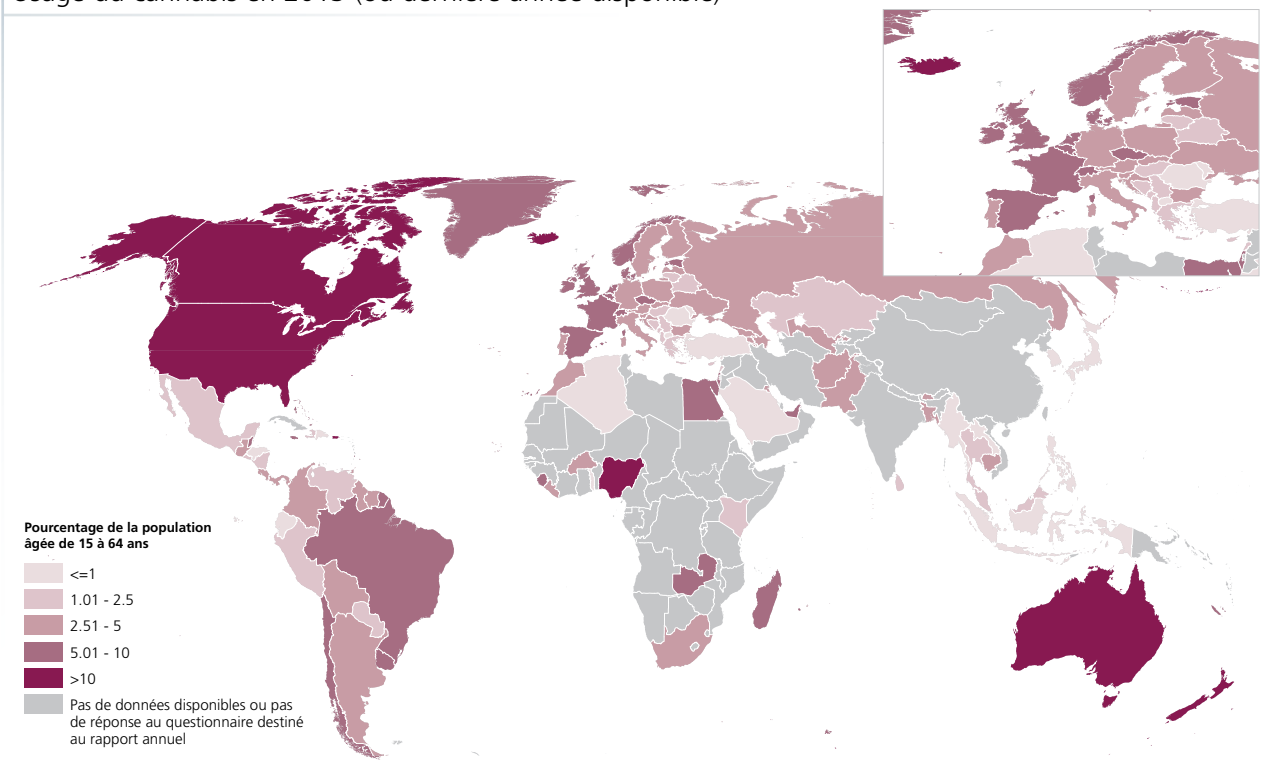
Outre le coût humain de la fabrication et du trafic de cocaïne, la culture illicite du cocaïer et la transformation de la coca en cocaïne continuent de causer de graves dommages à l'environnement, même si la culture du cocaïer a diminué. Dans la seule Colombie, près de 280 000 hectares de forêt ont été perdus en conséquence directe de la culture de cocaïer entre 2001 et 2013, tandis que la méthode de culture sur brûlis utilisée pour dégager de nouvelles parcelles a accru l'érosion. D'autres dommages à l'environnement sont dus aux herbicides et aux engrais utilisés dans la culture du cocaïer et aux produits chimiques employés dans la transformation de la coca en cocaïne.

Cannabis

L'usage de cannabis augmente et reste élevé en Afrique occidentale et centrale, en Europe occidentale et centrale et en Océanie, ainsi qu'en Amérique du Nord, où les données les plus récentes font apparaître une augmentation de la prévalence de l'usage de cannabis aux États-Unis. L'Europe reste l'un des plus grands marchés de résine de cannabis au monde, mais l'usage y est concentré dans quelques pays. La consommation d'herbe de cannabis est plus également répartie dans les pays européens, et le marché en Europe occidentale et centrale est en train de passer de la résine à l'herbe de cannabis.

Les progrès des techniques de culture du cannabis et le recours à des souches génétiquement modifiées ont entraîné une augmentation du nombre des récoltes, ainsi que du rendement

Usage du cannabis en 2013 (ou dernière année disponible)



Notes: Les frontières indiquées sur la carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielles de la part de l'Organisation des Nations Unies. Les tirets représentent les frontières non déterminées. La ligne en pointillé représente approximativement la Ligne de contrôle au Jammu et Cachemire convenue par l'Inde et le Pakistan. Le statut définitif du Jammu-et-Cachemire n'a pas encore été arrêté par les parties. La frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud n'a pas encore été définitivement arrêtée.

et de la puissance du cannabis. La puissance du cannabis, habituellement mesurée en termes de concentration de THC (Δ^9tétrahydrocannabinol, principal composant psychoactif du cannabis), a augmenté sur beaucoup de marchés au cours de la dernière décennie, suscitant de plus en plus de préoccupations à propos du potentiel du cannabis de causer de graves problèmes de santé. Bien qu'un professionnalisme et une complexité croissants aient accru la capacité des cultivateurs de plants de cannabis d'éviter la détection par les services de détection et de répression, les données pour 2013 montrent une augmentation des quantités d'herbe et de résine de cannabis saisies dans le monde entier.

Drogues de synthèse: stimulants de type amphétamine et nouvelles substances psychoactives

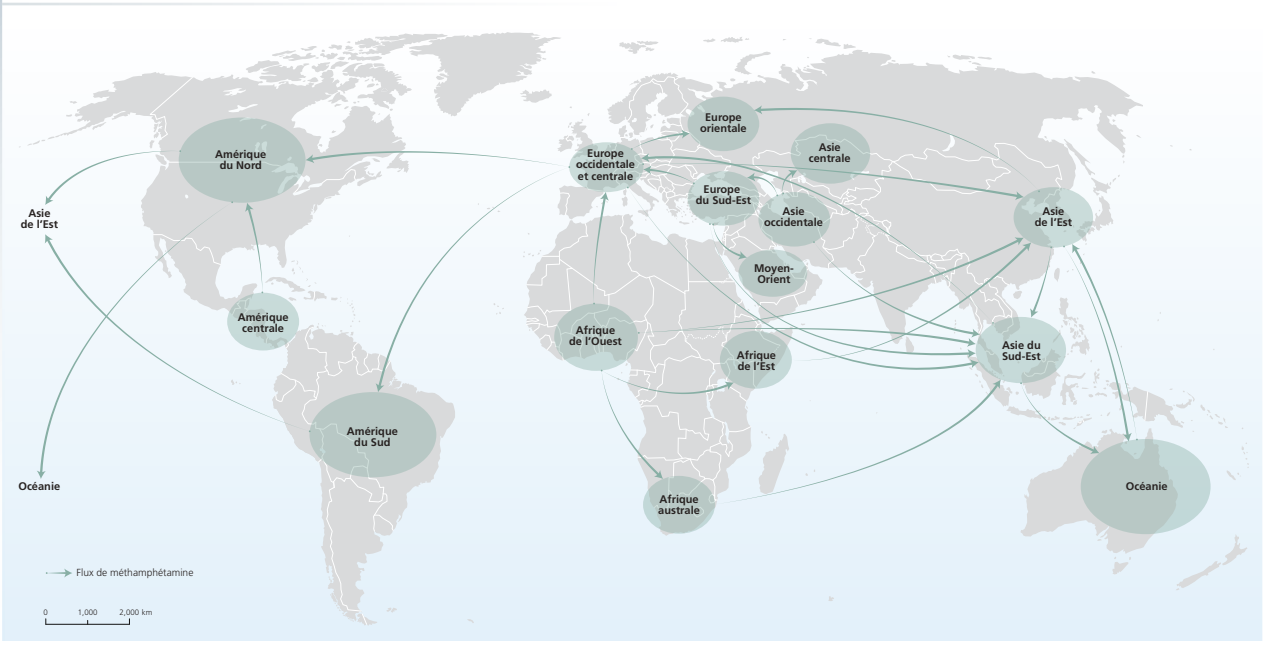
Le marché mondial des drogues de synthèse reste dominé par la méthamphétamine. Le marché de plus en plus diversifié de la méthamphétamine se développe en Asie de l'Est et du Sud-Est, où il explique en grande partie le nombre de personnes sous traitement pour toxicomanie dans plusieurs pays, et l'usage de méthamphétamine sous forme cristalline est en hausse dans certaines parties d'Amérique du Nord et d'Europe. Depuis 2009, la montée des saisies semble indiquer une expansion rapide du marché mondial des stimulants de type amphétamine, le total de la quantité saisie ayant presque doublé pour atteindre plus de 144 tonnes en 2011 et 2012, niveau le plus élevé depuis que l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a commencé une surveillance systématique, et est resté à un niveau assez élevé en 2013.

D'après les données sur les saisies, le marché mondial de l'"ecstasy" est plus petit que celui de l'amphétamine et la méthamphétamine et reste confiné à quelques régions. L'Asie de l'Est et du Sud-Est et l'Océanie pourraient devenir les moteurs du marché de l'"ecstasy", tandis que le marché semble sur le déclin aux Amériques, où les saisies d'"ecstasy" ont chuté de 81 % de 2009 à 2012. Les plus grands marchés d'"ecstasy" restent l'Asie de l'Est et du Sud-Est et l'Océanie, bien que les saisies d'"ecstasy" y aient diminué en 2013.

Le marché de l'"ecstasy" est en baisse depuis quelque temps dans plusieurs pays européens, où la méphédrone et d'autres nouvelles substances psychoactives servent peut-être de substitut. L'usage de méphédrone et de cannabinoïdes de synthèse peut avoir baissé sur certains marchés ces dernières années, mais un nombre croissant de pays ont fait état d'une gamme plus étendue de nouvelles substances psychoactives émergentes, ainsi que de nouveaux développements préoccupants, comme l'injection de nouvelles substances psychoactives. On ne dispose toujours que de données limitées sur l'usage de drogues par injection et la polytoxicomanie concernant les nouvelles substances psychoactives; ces formes particulières d'usage des drogues pourraient poser de graves difficultés aux prestataires de services thérapeutiques pour toxicomanes et aux prestataires de soins de santé.

Le simple nombre, la diversité et le caractère passager des nouvelles substances psychoactives actuellement sur le marché

Flux de méthamphétamine tels que perçus par les pays destinataires, 2011-2013



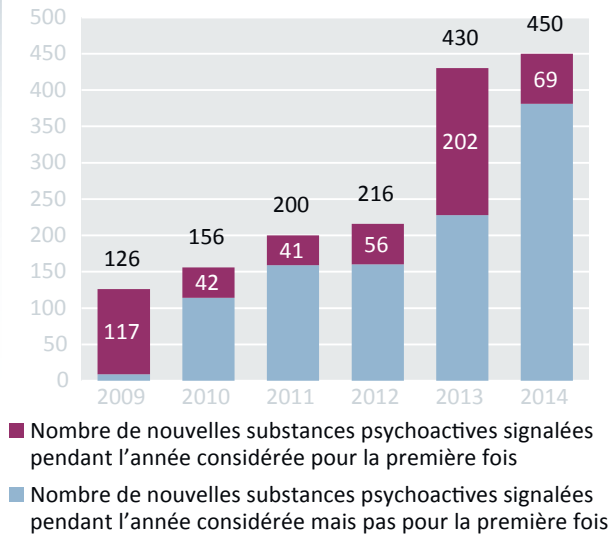
Source: ONUDC, réponses au questionnaire destiné au rapport annuel, 2011-2013.

Note: Les origines des flèches de flux ne correspondent pas nécessairement à la source/au lieu de fabrication de la méthamphétamine. Ces flèches représentent les flux tels qu'ils sont perçus par les pays destinataires. Elles correspondent au sens du trafic de méthamphétamine et ne sont pas une indication de la quantité en jeu.

Les frontières indiquées sur la carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielles de la part de l'Organisation des Nations Unies. Les tirets représentent les frontières non déterminées. La ligne en pointillé représente approximativement la Ligne de contrôle au Jammu et Cachemire convenue par l'Inde et le Pakistan. Le statut définitif du Jammu-et-Cachemire n'a pas encore été arrêté par les parties. La frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud n'a pas encore été définitivement arrêtée.

expliquent en partie pourquoi on ne dispose toujours que de données limitées sur la prévalence de la consommation de beaucoup d'entre elles. Ces difficultés expliquent aussi pourquoi tant la réglementation de ces substances que la capacité de traiter les problèmes de santé qui leur sont liés restent un enjeu. Divers pays signalent que les nouvelles substances psychoactives continuent de proliférer sur le marché, en termes de quantité comme de diversité. En décembre 2014, un total de 541 nouvelles substances psychoactives avaient été signalées par 95 pays et territoires au système d'alerte précoce de l'ONUDC. Les cannabinoïdes de synthèse continuent de représenter la majorité des nouvelles substances psychoactives signalées en 2014 (39 %); viennent ensuite les phénéthylamines (18 %) et les cathinones de synthèse (15 %). Le nombre croissant de nouvelles substances psychoactives disponibles dans le monde entier montre que le marché des drogues de synthèse se diversifie de plus en plus.

Nombre de nouvelles substances psychoactives, 2009-2014



Source: ONUDC, Système d'alerte précoce sur les nouvelles substances psychoactives, 2009-2014.

Note: Ce graphique ne représente que le nombre des différentes nouvelles substances psychoactives signalées pendant l'année considérée. Toutes les nouvelles substances psychoactives signalées pour une année ne le sont pas nécessairement les années suivantes.

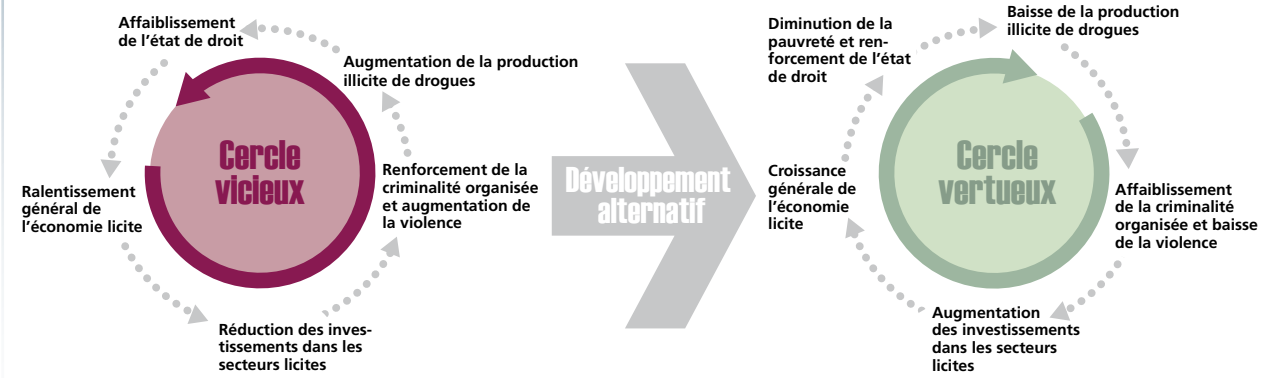
DÉVELOPPEMENT ALTERNATIF

Cultures illicites: rompre le cercle vicieux

Les cultures illicites résultent de combinaisons particulières de vulnérabilités et d'opportunités. Comme la survie et la subsistance sont des problèmes bien réels pour de nombreux ménages qui pratiquent les cultures illicites, ceux-ci minimisent souvent les risques et tiennent compte de divers facteurs lorsqu'ils prennent des décisions concernant ces cultures.

L'un de ces facteurs est la nature particulière des cultures illicites – aspects agronomiques, durabilité du produit, prix, facilité de la vente, etc. Toutes les principales cultures illicites sont particulièrement attractives car elles permettent des

Impact de la production illicite de drogues et des actions de développement alternatif

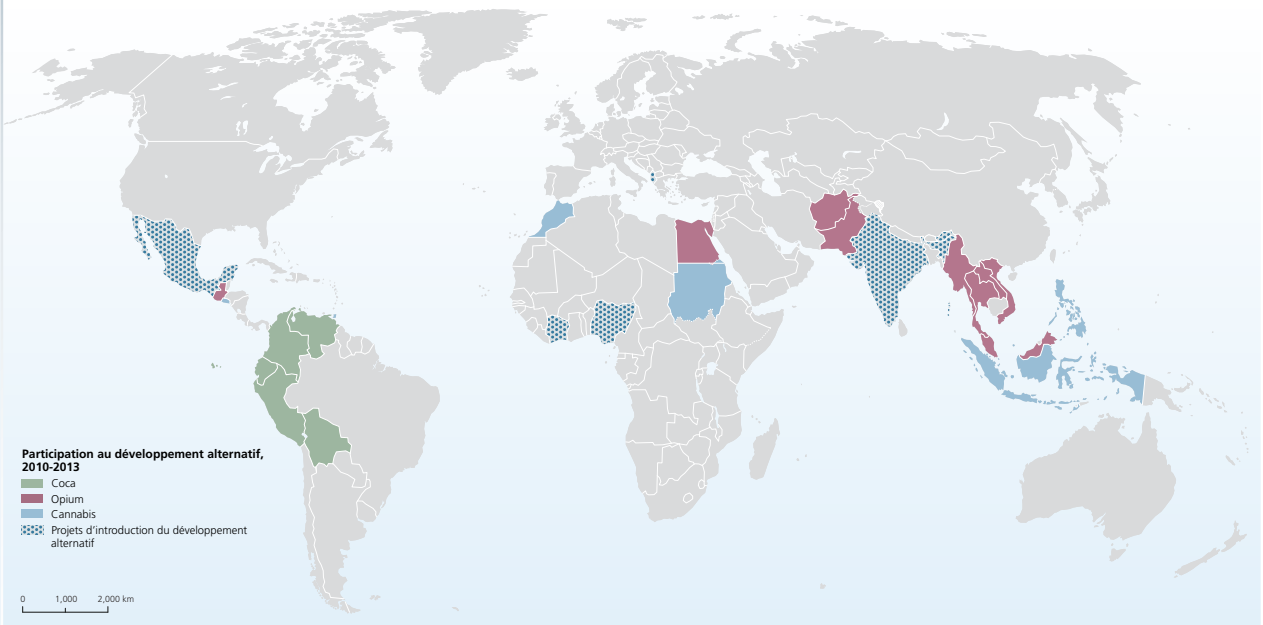


bénéfices rapides avec des produits non périssables. Ces cultures procurent donc aux agriculteurs les moyens économiques à court terme nécessaires pour survivre, mais elles ne permettent pas à la région de développer son économie licite et son environnement institutionnel.

Il existe d'autres facteurs d'ordre géographique et environnemental, comme le climat, la disponibilité d'eau et de terres arables, et la proximité d'un marché; des facteurs socioéconomiques spécifiques du ménage, comme le niveau de revenus, les possibilités d'emploi, l'accès au crédit et la taille de l'exploitation; des facteurs de développement comme le réseau routier, le réseau électrique et les services d'enseignement et de santé; et des facteurs sociopolitiques et institutionnels, comme la sécurité, le contrôle des pouvoirs publics et l'état de droit. Habituellement, les cultures illicites se rencontrent dans des zones isolées, marginalisées, caractérisées par un contrôle limité des pouvoirs publics, une confusion quant aux droits fonciers, l'absence d'infrastructures, la pauvreté et la violence, qui sont des zones où peu d'organismes internationaux de développement interviennent en général.

Le développement alternatif est une approche visant à réduire les vulnérabilités qui conduisent à se lancer dans les cultures illicites et à terme à éliminer ces cultures. Il peut rompre le cercle vicieux de l'augmentation de la production illicite de drogues, d'affaiblissement de l'état de droit, de ralentissement de l'économie licite, de diminution des investissements dans les secteurs licites et de développement de la criminalité organisée et de la violence en favorisant efficacement des facteurs propices à une économie licite durable. À long terme, cela peut attirer les investissements et contribuer à la mise en place de l'infrastructure nécessaire, modifiant ainsi durablement les moyens de subsistance des communautés rurales.

États Membres exécutant des projets nationaux de développement alternatif (selon les informations communiquées à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime), 2010-2013



Sources: Questionnaire de l'ONUDC destiné au rapport annuel et projets de développement alternatif de l'ONUDC.

Note: Seuls sont inclus les pays fournissant suffisamment d'informations sur l'exécution de projets de développement alternatif. Les frontières indiquées sur la carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielles de la part de l'Organisation des Nations Unies. Les tirets représentent les frontières non déterminées. La ligne en pointillé représente approximativement la Ligne de contrôle au Jammu et Cachemire convenue par l'Inde et le Pakistan. Le statut définitif du Jammu-et-Cachemire n'a pas encore été arrêté par les parties. La frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud n'a pas encore été définitivement arrêtée.

Le développement alternatif est généralement non pas un objectif en soi, mais plutôt le moyen d'atteindre un but; il vise à contribuer à un environnement propice au développement rural à long terme sans cultures illicites. Il sert de catalyseur, stimulant le développement dans des zones connaissant des difficultés particulières liées à l'économie illicite des drogues.

À sa vingtième session extraordinaire, en 1998, l'Assemblée générale a défini le développement alternatif comme un processus visant à prévenir et éliminer les cultures illicites "grâce à des initiatives de développement rural spécialement conçues à cet effet, dans la perspective d'une croissance économique nationale soutenue et d'efforts de développement durable dans les pays prenant des mesures contre la drogue, [en] tenant compte des caractéristiques socioculturelles propres aux communautés et populations cibles"[2]. Cette définition est utilisée au plan international. Des définitions différentes, reflétant de nouvelles stratégies et approches, ont été proposées par divers pays, donateurs et praticiens.

Les stratégies ou les plans nationaux appliquent une approche équilibrée, complétant le développement alternatif non seulement par d'autres stratégies de réduction de l'offre (détection et répression en particulier), mais aussi par des stratégies de réduction de la demande (prévention, traitement et réadaptation). Une autre stratégie communément intégrée – qui apparaît parfois comme un thème transversal ou comme une politique distincte – est la promotion d'une bonne gouvernance ou le renforcement des institutions publiques ou de l'état de droit.

Où le développement alternatif est-il mis en œuvre?

Le développement alternatif est essentiellement mis en œuvre dans tous les principaux pays producteurs de coca ou d'opium, ainsi que dans certains pays producteurs de cannabis et quelques pays petits producteurs d'opium, qui se trouvent en Amérique du Sud, en Amérique centrale, dans les Caraïbes, en Asie et en Afrique. Plusieurs pays d'Asie, d'Amérique centrale, d'Afrique et d'Europe ont aussi fait état de projets d'activités de développement alternatif (voir la carte).

Éléments du développement alternatif

Le développement alternatif est promulgué au niveau international, mais la réalisation se fait au niveau national, voire local. Comme les facteurs qui poussent les agriculteurs vers les cultures illicites peuvent varier grandement d'un pays à l'autre, les éléments stratégiques du développement alternatif doivent être adaptés aux circonstances particulières au niveau local. Il n'y a pas deux projets ou actions de développement alternatif qui soient exactement identiques, même s'ils concernent le même domaine, mais il existe des points communs.

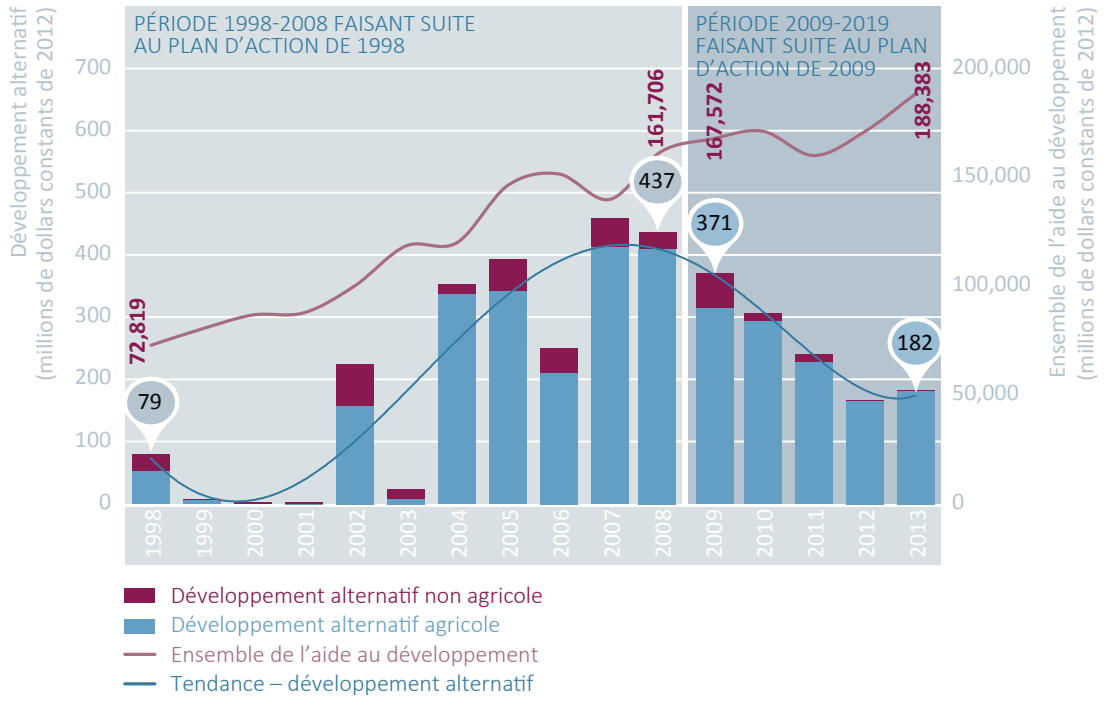
Ces éléments stratégiques généraux sont souvent similaires et il y a des points communs dans le cadre et l'approche d'ensemble, mais l'importance de leurs rôles peut varier d'un projet à l'autre et certains peuvent être totalement absents. Le succès dépend beaucoup des situations et il n'y a pas de manuel ou de modèle de développement alternatif. Avec l'adoption des Principes directeurs des Nations Unies sur le développement alternatif[3], il existe désormais un ensemble de lignes directrices générales énonçant les bonnes pratiques de planification et d'exécution dans ce domaine. Les principaux composants qui apparaissent, dans une plus ou moins grande mesure, dans la plupart des projets de développement alternatif sont les suivants:

- Les activités alternatives génératrices de revenus sont au cœur du développement alternatif car la nécessité économique tend à jouer un rôle important dans la décision des agriculteurs de se lancer dans les cultures illicites. Elles doivent être viables et durables pour diminuer la dépendance par rapport aux cultures illicites;
- La commercialisation des produits du développement alternatif est une composante importante de tout projet. Pour augmenter les options et réduire certaines des vulnérabilités liées aux cultures illicites, les programmes de développement alternatif tentent souvent de faire participer le secteur privé. Cette approche a permis à des produits du développement alternatif d'avoir accès à des marchés non seulement aux niveaux local et national, mais aussi au niveau international;
- Un appui politique et financier à long terme est essentiel pour la réussite du développement alternatif. Il faut du temps non seulement pour s'occuper des incitations économiques en faveur des cultures illicites, mais aussi pour créer la confiance avec les communautés locales et mettre en place des investissements à long terme. La participation directe des agriculteurs et des communautés joue un rôle clef dans la conception et la planification des activités de développement alternatif, notamment dans les zones où aucune institution publique ne peut jouer ce rôle;
- Le régime foncier et la gestion et l'utilisation durables des terres sont essentiels pour la réussite à long terme du développement alternatif, car le manque d'accès à la terre peut être l'un des moteurs des cultures illicites. Comme il faut plusieurs années pour qu'elles rapportent, la plupart des cultures alternatives commerciales exigent un engagement à long terme des agriculteurs; sans accès aux terres, cependant, les agriculteurs hésitent à cultiver des cultures rentables à long terme;
- La protection de l'environnement joue un rôle de plus en plus important. Le développement alternatif a à la fois une composante "ne pas faire de mal", tentant de réduire le plus possible l'impact des actions de dével-

2 Plan d'action sur la coopération internationale pour l'élimination des cultures de plantes servant à fabriquer des drogues illicites et les activités de substitution (résolution S-20/4 E de l'Assemblée générale).

3 Résolution 68/196 de l'Assemblée générale, annexe.

Tendances des engagements pris par les pays donateurs de l'Organisation de coopération et de développement économiques en matière d'aide au développement et de développement alternatif, 19982013



Source: OCDE, Statistiques en ligne sur le développement international (données extraites le 19 décembre 2014

oppement alternatif, et une composante proactive, dans laquelle les programmes contribuent directement ou indirectement à la protection de l'environnement et de la biodiversité et à l'atténuation des changements climatiques.

Qu'est-ce qu'un développement alternatif réussi?

Mesurer la portée, la qualité et l'efficacité des actions et des services de développement alternatif dans le traitement du problème de la drogue est difficile. Les effets des actions de développement alternatif ne se font sentir qu'au bout d'un certain temps, ce qui complique la mesure de leur succès. L'expérience montre que la réussite du développement alternatif en termes de réduction durable des cultures illicites ne peut être déterminée qu'après plusieurs années. Les tentatives de mesure sur des périodes plus courtes se sont avérées contreproductives, en particulier quand les données en résultant sont utilisées pour des actions immédiates. Le fait que les projets se déroulent au niveau local mais que leur impact est souvent évalué au niveau national peut aussi affecter la perception de la réussite ou de l'échec d'un programme de développement alternatif.

Pour évaluer les programmes de développement alternatif, des indicateurs liés au développement humain, aux conditions socioéconomiques, au développement rural et à l'atténuation de la pauvreté, ainsi que des indicateurs institutionnels et environnementaux, ont été appliqués, afin de s'assurer que les résultats sont conformes aux objectifs nationaux et internationaux de développement, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement. En outre, on s'est efforcé de constituer un ensemble d'indicateurs pouvant servir à suivre l'impact du développement alternatif.

Dans certains cas, l'engagement à long terme en faveur du développement alternatif a permis une réduction durable des cultures illicites dans le pays ou la zone concerné. Plus de 40 ans d'expérience du développement alternatif montrent qu'il fonctionne lorsqu'il y a une vision à long terme, un financement adéquat et l'appui politique requis pour l'intégrer dans un programme de développement et de gouvernance plus vaste. Des résultats durables de réduction des cultures illicites dans différentes communautés dans le monde ont été obtenus lorsque le développement socioéconomique des communautés et les moyens de subsistance des ménages ruraux ont été améliorés.

Engagement politique

Malgré l'attention considérable accordée au développement alternatif au niveau international, l'appui politique ne s'est pas concrétisé dans un financement continu de la part des pays donateurs. Le développement alternatif a occupé une place proéminente dans les documents préparés pour la Commission des stupéfiants et les sessions extraordinaires de l'Assemblée générale sur le problème mondial de la drogue; cependant, le financement du développement alternatif a considérablement diminué au cours des dernières années. La vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale, en

1998, a donné un nouvel élan à ce financement dans l'esprit de la "responsabilité partagée", mais les décaissements bruts globaux de fonds de développement alternatif de la part des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont baissé de 71 % depuis l'adoption en 2009 de la Déclaration politique et du Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue[4]. En 2013, ces décaissements ont représenté à peine 0,1 % de l'aide mondiale au développement.

Au cours des quatre dernières décennies, le développement alternatif a été largement financé par des donateurs extérieurs, y compris les pays membres de l'OCDE en Amérique du Nord, en Europe et en Océanie, et des pays non membres comme l'Arabie saoudite, la Chine, l'Iran (République islamique d') et la Thaïlande. Ces dernières années cependant, des pays sud-américains, comme la Bolivie (État plurinational de), la Colombie et le Pérou, et des pays asiatiques, comme la Thaïlande, ont eu de plus en plus recours à des fonds nationaux pour appuyer des activités de développement alternatif.

Dans le processus de connexion "local-global" qui est en cours, sont échangées des informations sur les meilleures pratiques et les enseignements tirés des expériences locales dans le cadre des stratégies nationales. Cela étaye les efforts de l'ONUDC, de la Commission des stupéfiants et d'autres entités pour encourager la coopération Sud-Sud (large cadre de collaboration entre les pays du Sud), conformément aux Principes directeurs des Nations Unies sur le développement alternatif.

La voie à suivre

Le développement alternatif a contribué au développement économique (principalement dans les zones rurales) pour le ciblage des facteurs sous-jacents et des causes profondes des économies reposant sur les drogues illicites. Les nouveaux objectifs de développement durable (programme de développement pour l'après-2015) pourraient apporter une vision nouvelle et un nouveau cadre théorique pour le développement alternatif, à côté du développement socioéconomique, son pilier "traditionnel".

Les nouvelles priorités de développement, résultant du rapport du Groupe de travail à composition non limitée de l'Assemblée générale sur les objectifs de développement durable[5], soulignent le rôle crucial de la protection de l'environnement et reconnaissent que des droits sûrs et équitables à la terre et aux ressources naturelles sont essentiels pour un développement durable. Ces éléments et d'autres, comme l'état de droit et des "institutions efficaces, responsables et ouvertes", comme indiqué dans l'objectif 16 du rapport, sont en partie déjà pris en compte dans le développement alternatif.

Différentes expériences nationales ont montré qu'il peut y avoir des possibilités d'appliquer l'approche du développement alternatif à la lutte contre des activités illégales autres que les cultures illicites. Le développement alternatif pourrait servir à aider les communautés affectées, par exemple, par le trafic de drogues, les exploitations minières illégales ou la criminalité liée aux espèces sauvages et aux forêts. Avec ces applications plus vastes, le concept de développement alternatif pourrait être étendu bien au-delà de la stratégie actuelle de "développement alternatif préventif" qui vise les zones risquant d'être utilisées pour des cultures illicites.

4 Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 2009, Supplément n° 8* (E/2009/28), chap. I, sect. C.

5 A/68/970 et Corr.1.